

Kirghizstan, la fin d'une exception en Asie centrale

Par **Catherine Poujol**, professeure d'histoire et de civilisations de l'Asie centrale à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Photo ci-dessus : Monument aux combattants de la révolution au Kirghizstan, à Bichkek, le 10 novembre 2025. Le Kirghizstan a connu trois révolutions depuis son indépendance de l'URSS en 1991 (2005, 2010, 2020), la dernière ayant porté au pouvoir le président Sadyr Japarov. (© Shutterstock)

Le Kirghizstan poursuit sa route vers un régime présidentiel autoritaire, sous l'impulsion du populiste Sadyr Japarov, d'abord Premier ministre d'octobre 2020 à janvier 2021, puis élu, le 10 janvier 2021 — dans des conditions rocambolesques —, sixième chef de la République kirghize depuis l'indépendance proclamée à Bichkek le 31 aout 1991.

Avec ses 7,4 millions d'habitants en 2025, ce pays montagneux à 90 % — le premier en Asie centrale à avoir adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en décembre 1998 — est l'un des deux plus pauvres de cette région, avec le Tadjikistan. Son PIB nominal s'élève à 20,16 milliards de dollars en 2025 et dépend pour une bonne part des remises migratoires en provenance de Russie **(1)**.

Longtemps considéré comme l'ilot démocratique d'une région enclavée au cœur de la matrice eurasiatique, le Kirghizstan se place *de facto* sous la double allégeance russe et chinoise : « meilleur ami de la Russie après la Biélorussie » **(2)**, tout en valorisant sa position de hub économique et financier pour la Chine.

Une situation qui se crispe depuis la pandémie de 2020

Sadyr Japarov a été propulsé au pouvoir par des secousses politico-sociales comme celles qui ont émaillé la vie de son pays depuis 2005, année de la révolution dite « des Tulipes » **(3)**, qui a vu son entrée en politique en tant que député du Conseil suprême. Sa soudaine popularité lui est venue de son combat, entamé en 2012, pour la renationalisation de la mine d'or de Koumtor, cédée à la compagnie canadienne Centerra Gold sous la présidence d'Askar Akaïev (1990-2005), ainsi que de sa sortie de prison en 2020, où il purgeait depuis 2017 une peine de onze ans et demi **(4)**.

Élu avec 79 % des suffrages en 2021, non sans avoir bénéficié de larges moyens financiers et médiatiques, Japarov a aussitôt modifié la Constitution pour instaurer une république présidentielle en rupture avec le modèle politique de la période antérieure, introduisant notamment la possibilité de cumuler deux quinquennats, alors que la fonction suprême avait été limitée à un mandat non reconductible de six ans. Le renforcement du pouvoir vertical s'est traduit par des atteintes à la liberté de parole, des attaques contre les médias indépendants, notamment la fermeture de *Kloop* en 2023, le harcèlement, voire l'assassinat, de journalistes d'investigation qui instruisaient des affaires de corruption, ainsi que par le vote de nombreuses lois liberticides.

Tout cela est intervenu dans une relative apathie d'une société civile pourtant réputée très active, du moins jusqu'en 2022. L'étude des réseaux sociaux et des médias révèle cependant une fracturation sociale du Kirghizstan aux niveaux intrafamilial et intergénérationnel, qui s'articule depuis l'indépendance autour de la question religieuse **(5)**, entre les « nouveaux musulmans » et les « anciens soviétiques », ou encore entre les musulmans modérés et néoconservateurs et les jeunes radicalisés tentés par le djihadisme (via la migration de travail en Russie). Cette fracture s'est doublée de discours complotistes, tant sur l'origine du coronavirus en 2020 que sur le thème de la guerre en Ukraine depuis l'invasion russe le 24 février 2022.

Après une brève période de sidération, la société kirghize s'est divisée entre les « pour » et les « contre » l'opération militaire spéciale en Ukraine, jusqu'à développer, avec le temps, une posture de désintéressement pragmatique et de nationalisme exacerbé, sur un socle de défiance totale envers les élites politiques d'une part, et envers les acteurs étrangers d'autre part — en particulier américains, et ce depuis l'intervention de l'administration de George W. Bush (2001-2009) en Irak en mars 2003.

En réponse, le Kirghizstan a avancé d'un an, à novembre 2025, ses élections législatives, afin d'éviter tout chevauchement avec l'élection présidentielle, prévue pour janvier 2027.

Comment subsister dans une situation de rareté des ressources ?

L'impact économique de l'antagonisme russo-ukrainien sur le Kirghizstan s'est fait sentir dès l'annexion de la Crimée, en 2014. Inflation, dévaluation de la devise nationale (le som), augmentation du prix de l'énergie et des produits de consommation courante ont accompagné la dépendance de l'économie du Kirghizstan aux fonds transférés par ses travailleurs expatriés en Russie, principale source de revenus et de recettes budgétaires (31 % du PIB national en décembre 2021, encore 19 % en 2024)**(6)**.

Membre de l'Union économique eurasiatique (UEEA) depuis 2015, le Kirghizstan connait une croissance économique remarquable (+4 % jusqu'en 2022 ; +9 % en 2023 et 2024 **(7)**), ce que ses autorités expliquent par les réformes récentes. La Chine demeure, quant à elle, le premier créancier du pays (36 % de la dette publique

totale) et son premier fournisseur de biens manufacturés (45 % des importations totales) (selon Coface).
Du point de vue économique, les conséquences de la guerre en Ukraine ont tout d'abord été positives pour des opérateurs privés qui se servaient du pays comme d'un *hub* pour le transfert de produits européens sous sanctions vers la Russie via les accords transfrontaliers de l'UEEA. Cependant, l'UE s'en est aperçue et a formulé des protestations. Dans le cadre du vingtième train de sanctions édicté en février dernier par Bruxelles contre l'économie russe, le Kirghizstan pourrait se voir confronté à ses premières restrictions à l'exportation.
Enfin, l'arrivée au Kirghizstan de dizaines de milliers de Russes — dont de nombreux informaticiens — depuis fin septembre 2022 leur a permis de participer au projet de *hub* numérique développé par le gouvernement, à la création d'un *stablecoin KGST* au sein du système bancaire national et à la mise en place de fermes de minage de *bitcoins* en utilisant le réseau électrique du pays, avant d'en être écartés par manque de fiabilité.

Une politique étrangère mouvementée

Le Kirghizstan s'est abstenu de voter la résolution de l'ONU condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, adoptée le 27 février 2022, et s'est prononcé en faveur de Moscou au nom de la protection de la population du Donbass. Depuis, le président Japarov se présente comme un soutien indéfectible de son homologue russe. Pour autant, le gouvernement de Bichkek a interdit à ses ressortissants travaillant en Russie de s'enrôler dans l'armée russe, sous peine de se voir déchus de leur nationalité et condamnés à des peines pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement. Il prend également soin, depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, de ne pas heurter le président américain, en s'abstenant comme ce dernier de soutenir la résolution onusienne en faveur d'une paix durable en Ukraine, adoptée le 24 février 2026 **(8)**.
Par ailleurs, le Kirghizstan soigne ses relations avec son voisin chinois et surveille étroitement sa minorité ouïghoure — soit environ 61 000 personnes en 2022 —, dont un ressortissant avait organisé, le 30 aout 2016, l'un des rares attentats ayant ciblé les intérêts chinois sur le sol national, en l'occurrence l'ambassade de Chine.
Pour ce qui est de l'insertion régionale du Kirghizstan, pays d'amont en ressources hydriques, on doit noter les efforts de l'Ouzbékistan pour régler le contentieux portant sur le barrage hydroélectrique de Kambarata, pomme de discorde depuis l'époque de son premier président, Islam Karimov (1991-2016). Cependant, le dossier régional le plus lourd a porté sur le conflit frontalier mettant le Kirghizstan aux prises avec le Tadjikistan, un affrontement marqué par des dizaines de morts et de blessés dans chaque camp au printemps 2021 puis à la fin de l'été 2022 **(9)**. Un accord a été signé le 13 mars 2025 à Bichkek entre les deux pays, complété le 31 mars par un traité frontalier incluant également l'Ouzbékistan **(10)**.
Le Kirghizstan ne reconnait pas le régime de Kaboul, mais prône, vis-à-vis de l'Afghanistan des talibans, une politique mutuellement bénéfique. Bichkek redoute toutefois des attaques terroristes, notamment de la part de groupes armés réfugiés en Afghanistan, tels qu'Al-Qaïda, l'État islamique au Khorassan (EI-K) et la Jamaat Ansarulla. Ses autorités estiment qu'il vaut mieux éviter de réveiller les cellules dormantes de Daech au Kirghizstan **(11)**, lesquelles pourraient s'inspirer du modèle prôné par les talibans.
Enfin, depuis le déclenchement des frappes américano-israéliennes en Iran, le 28 février 2026, le président Japarov est, semble-t-il, le seul en Asie centrale à ne pas avoir présenté officiellement ses condoléances à l'Iran pour la mort de son Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei (1939-2026), qui était au pouvoir depuis 1989. Est-ce pour ménager sa relation qu'il voudrait optimale avec Donald Trump, rencontré le 6 novembre 2025 à Washington ?
Le pouvoir politique au Kirghizstan a pris acte du caractère volatile de la situation sociale et de la fragilité des allégeances dans un contexte de rareté des rentes économiques. Artisan de l'*e-government* depuis plusieurs années, il ne veut pas rater le défi de la modernité, dont il entend décider seul des modalités. Ce petit pays d'Asie centrale, qui mise sur le tourisme et le numérique pour développer son économie, a clairement opté, en politique étrangère, pour un pragmatisme de positionnement entre Russie et Chine, et entre Kazakhstan et Ouzbékistan, dès lors qu'il a réglé son conflit frontalier avec le Tadjikistan.
Pour réaliser ses grands desseins, le pouvoir actuel a compris qu'il devait museler une société civile trop remuante et a opté pour la reprise en main totale de tous les interstices de libertés de pensée et d'action qui subsistaient dans le pays, signant ainsi la fin de « l'exception kirghize » en Asie centrale.

Catherine Poujol

Notes

(1) Sophie Hohmann, Catherine Poujol, « Les migrations économiques des Centrasiatiques face aux temporalités perturbées par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine », *The Journal of Cross-Regional Dialogues/La Revue de dialogues inter-régionaux* : « *Resilience of global regionalism in times of crises* », Presses de l'Université de Liège (ULiège), avril 2023 (https://tinyurl.com/3uztyytm).

(2) Urij Kopytin, « [Le Kirghizstan figure à la deuxième place des pays amis de la Russie] », 24.kg, 23 mars 2023.

(3) Nom donné à la « révolution de couleur » kirghize entre mars et avril 2005, qui a provoqué la chute politique du premier président, Askar Akaïev, exilé à Moscou.

(4) Sadyr Japarov a été emprisonné à son retour d'exil en Pologne, en 2017. Il paye ainsi, officiellement, sa participation à la (brève) prise d'otage du gouverneur de la province d'Issyk-Koul, Emilbek Kaptagaïev, en 2013, à la suite de manifestations réclamant (sans succès) la nationalisation de la mine d'or de Koumtor.

(5) Catherine Poujol, « De quelques conséquences de la guerre en Ukraine en Asie centrale : sphère sociale et religieuse », *Bulletin*, n°42, CNRS, Observatoire international du religieux, mai 2023 (https://tinyurl.com/2p9z8z2c).

(6) Sophie Hohmann & Catherine Poujol, *op. cit.*, 2023 ; https://www.worldometers.info/fr/pib/kirghizistan-pib/.

(7) *Xinhua*, « Kyrgyzstan's Economy Enters Trajectory of Sustainable, High-Quality Growth: President », 26 décembre 2025 (https://tinyurl.com/4jj8r39d).

(8) *Fergana.news*, « Central Asian Countries and the U.S. Abstain From UN Resolution on Maintaining Peace in Ukraine », 25 février 2026 (https://en.fergana.agency/news/146081/).

(9) Olivier Ferrando, « Kirghizstan et Tadjikistan : les effets funestes de la militarisation des frontières », *The Conversation*, 3 octobre 2022 (https://tinyurl.com/2d56459c).

(10) Alda Engoian, « Le Tadjikistan et le Kirghizistan enterrent leur long conflit frontalier », *Courrier international*, 17 mars 2025 (https://tinyurl.com/5n87sxre).

(11) Eldiyar Bakirov, [« Des organisations terroristes liées aux talibans pourraient s'infiltrer dans notre pays, déclare Imankoulov, le secrétaire du Conseil de sécurité »], *Kloop*, 13 aout 2021 (https://tinyurl.com/4t7z892u).



Photo ci-contre : Le président kirghize Sadyr Japarov lors d'une réunion sur le développement socio-économique du pays, à Bichkek, au Kirghizistan, le 27 février 2026. (© Bureau du président de la République kirghize/Xinhua)